

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Direction du Patrimoine Immobilier  
Département des Contrats Immobiliers



### MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA RESTAURATION DE CLOTURES HISTORIQUES SUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

DCI 2025 571

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b>CHAPITRE PREMIER : GENERALITES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - TITULAIRE DU MARCHE	5
1.3 - SOUS-TRAITANCE	5
1.4 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	5
1.5 - CONDUITE D'OPERATION	5
1.6 - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	5
1.7 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	6
1.8 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	6
1.9 - CONTROLE TECHNIQUE	6
1.10 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 : T.V.A.</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 : FORFAIT DE REMUNERATION</b>	<b>7</b>
4.1 - MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION	7
4.2 - DISPOSITIONS DIVERSES	8
<b>ARTICLE 5 : PRIX</b>	<b>8</b>
5.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE	8
5.2 - PRIX FERME	8
5.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	8
5.4 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	9
<b>ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
6.1 - LES AVANCES	9
6.2 - ACOMPTES	9
6.3 - SOLDE	13
6.4 - MODE DE REGLEMENT	13
<b>CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 7 : ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES</b>	<b>14</b>
7.1 - DELAIS	14
7.2 - PENALITES DE RETARD	14
<b>ARTICLE 8 : ETABLISSEMENT ET RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES</b>	<b>14</b>

<b>8.1 – PRESENTATION DES DOCUMENTS</b>	<b>14</b>
<b>8.2 – NOMBRE D'EXEMPLAIRES</b>	<b>15</b>
<b>8.2 – DELAIS DE VALIDATION</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 : SUSPENSION DE L'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 10 : COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 11: CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 : TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13: SEUIL DE TOLERANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX</b>	<b>18</b>
<b>CHAPITRE V : FIN DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>19</b>
<b>16.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE</b>	<b>19</b>
<b>16.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17 : CLAUSES DIVERSES</b>	<b>20</b>
<b>17.1 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT</b>	<b>20</b>
<b>17.2 - SAISIE-ATTRIBUTION</b>	<b>20</b>
<b>17.3 - ASSURANCES</b>	<b>20</b>
<b>17.4 - REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 18 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 19 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 20 : CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. MAITRISE D'ŒUVRE</b>	<b>21</b>

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **CHAPITRE PREMIER : GENERALITES**

#### **Article premier : Objet du marché - Dispositions générales**

##### 1.1 - *Objet du marché*

Mission de Maîtrise d'œuvre relative à la restauration de clôtures historiques sur le campus de l'Université de Strasbourg.

**Lieu(x) d'exécution** : Campus historique de l'Université de Strasbourg – Rue Goethe et Rue de l'université à Strasbourg.

Objectif de l'opération :

L'objectif de cette opération est la restauration de clôtures historiques situées sur le campus de l'Université de Strasbourg. Ces clôtures, répertoriées dans le cadre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de Strasbourg, nécessitent des interventions spécifiques pour préserver leur authenticité et leur intégrité architecturale, tout en répondant aux exigences de sécurité et d'usage.

L'état de dégradation actuel des clôtures en pierre de taille et en fer forgé justifie une intervention visant à leur conservation, leur remise en état et leur mise en valeur.

Le descriptif technique détaillé figure dans le « Programme » de l'opération.

La mission du maître d'œuvre comprend : **DIA/REL, AVP, PRO/DCE, ACT**

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou modifier la liste des travaux à réaliser et de définir les différentes phases de travaux suite à la remise de la mission AVP par le Maître d'œuvre et selon l'évolution des besoins.

La mission du maître d'œuvre comprend l'établissement des autorisations de travaux et déclarations réglementaires.

Les travaux seront réalisés en site occupé et en exploitation.

Le maître d'œuvre proposera un phasage des travaux cohérent entre les différentes interventions et assurera la coordination des phases entre elles. Les contraintes de continuité de service devront être identifiées à chaque phase de l'étude.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de **1 086 000,00 € HT au total**, scindée en plusieurs tranches, qui devront être retranscrites dans les marchés des entreprises sous forme d'une tranche ferme et de tranches optionnelles.

### 1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'oeuvre » sont précisées à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement est obligatoirement un architecte.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- M.Œ. sont applicables.

Le titulaire du marché désignera obligatoirement un interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour l'ensemble de la mission.

Conformément à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - M.Œ., dans le cas où un agent affecté à l'opération viendrait à être remplacé au cours de l'exécution du marché, le titulaire veillera à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

### 1.3 - Sous-traitance

Le maître d'oeuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-M.Œ.

### 1.4 - Contenu des éléments de mission

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

ELEMENTS DE MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE
<b>DIA/REL</b> - Etudes de diagnostic et relevés
<b>AVP</b> - Etudes d'avant-projet
<b>PRO/DCE</b> - Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises
<b>ACT</b> - Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux

La définition des missions se trouve dans le C.C.T.P.

### 1.5 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par l'Université de Strasbourg. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de recourir en cours d'opération à un conducteur d'opération externe.

### 1.6 - Assistance à Maîtrise d'ouvrage

Sans objet.

### 1.7- Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé, ou décomposée en macro-lots, ou par une entreprise générale.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la réception de l'AVP (Avant-projet).

### 1.8- Ordonnancement, pilotage, coordination

Sans objet.

### 1.9- Contrôle technique

Sans objet.

### 1.10 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève de la **catégorie III** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiée).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

#### A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe :
  - Annexe n°1 Décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires par co-traitant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Programme de l'opération ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Les réponses aux questions posées aux candidats par la maîtrise d'oeuvre en cours d'analyse des offres ;
- Le mémoire technique du candidat.

#### B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G. - M.Œ.) applicables aux marchés publics de maitrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Les DTU, normes et règles de l'art en vigueur.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - M.Æ.

**NB** : Les réponses aux questions posées en cours de consultation par les entreprises à la maîtrise d'ouvrage sont contractuelles et viennent corriger le cas échéant les dispositions des documents cités ci-dessus.

Les réponses sont transmises via la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nous vous invitons fortement à vous identifier sur la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin d'obtenir les réponses aux questions.

Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

### **Article 3 : T.V.A.**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A.

## **CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 4 : Forfait de rémunération**

#### 4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de la décomposition globale et forfaitaire (D.P.G.F).

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G. - M.Æ., les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants).

Le forfait de rémunération comprend le forfait de l'ensemble des missions énumérées dans l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération de la mission DIAL/REL est définitif dès la notification du marché et est fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération des autres missions (AVP, PRO/DCE et ACT) est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C<sub>0</sub> défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux  $C$  est établi conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCAP.

Le forfait de rémunération **définitif** des éléments AVP, PRO/DCE et ACT de la mission de maîtrise d'oeuvre est défini ci-après :

Coût prévisionnel $C$	Forfait définitif
$C \leq C_0$	$t \times C_0$
$C_0 < C \leq C_1$	$t \times C$
$C > C_1$	$t \times C_1$

Où :

$t$  = taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement

$C_0$  = Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux défini à l'article 2 de l'acte d'engagement,

$C$  = Coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP

$C_1 = C_0(1+\alpha)$  seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

$\alpha$  = tolérance sur le coût prévisionnel des travaux défini à l'article 12 du présent CCAP

#### 4.2 - Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$  précisé à l'article 5.1 du présent CCAP.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

### **Article 5 : Prix**

#### 5.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **signature de l'offre définitive** par la maîtrise d'œuvre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 5.2 - Prix ferme

Sans objet.

#### 5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**.



#### 5.4 - Modalités de variation des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois zéro et au mois  $n$ .  
Le coefficient est arrondi au millième supérieur

Indices mensuels consultables sur le site de l'INSEE et du Moniteur des travaux publics.

Il est à noter que le paiement de la révision n'intervient qu'à partir du mois où les indices définitifs sont connus et publiés.

**Pour les éléments d'étude DIA/REL, AVP, PRO, ACT:**  
**Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage.**

### **Article 6 : Règlement des comptes du titulaire**

#### 6.1 - Les avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le paiement et le remboursement de l'avance est faite conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 et conformément aux dispositions de l'article 11 du C.C.A.G. - MOE option A.

#### 6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

##### 6.2.1 - Pour l'établissement des documents d'études:

Les prestations incluses dans les éléments DIA/REL, AVP et PRO/DCE sont réglées de la manière suivante :

- après réception des rendus par la MOA: 80,00 % ;
- après validation des rendus par la MOA: 20,00 % ;

#### 6.2.2 - Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception et approbation du dossier de consultation des entreprises : 50,00 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 50,00 %.

#### 6.2.3 - Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs à l'élément ou parties d'éléments AVP seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO (projet) à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à l'élément AVP.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe 1 à l'acte d'engagement

En fonction des documents rendus ou tâches effectuées, il pourra être procédé à des règlements partiels, qui seront dépendants de l'accord du Maître d'Ouvrage.

#### 6.2.4 - Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

##### a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

##### b) Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du C.C.A.G. - M.Æ, le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, via CHORUS PORTAIL PRO, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.2 du présent C.C.A.P.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la T.V.A. ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

6.2.5 - Modalités de présentation des demandes de paiement.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage, une note d'honoraires pour chaque phase de missions prévue.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G. - M.Æ.

Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

**<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;

- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte via Chorus ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Depuis 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

**[ac-bureaufacturier@unistra.fr](mailto:ac-bureaufacturier@unistra.fr)**

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : **[www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0](http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0)**

- courriel AIFE : **[ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)**

### 6.3 -Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCAP, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### 6.3.1 - Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
- c) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### 6.3.2 - Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général ;

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde via Chorus.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ., le délai fixé à l'article 11.8.5 2° du C.C.A.G. - M.Æ. est de 30 jours.

### 6.4 - Mode de règlement

Les prestations, objet du marché, sont rémunérées selon les règles de la comptabilité publique, délai global de paiement à 30 jours et intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points (selon le décret n° 2008-1550 du 31 décembre 2008 modifiant le décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics).

## CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

### Article 7 : Etablissement des documents d'études

#### 7.1 – Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Par dérogation à l'article 15.1.1 du C.C.A.G. - M.Œ., le délai d'exécution du marché part de la date figurant dans l'ordre de service de démarrage ou à compter de la date figurante dans l'acte de notification du marché si celui-ci organise le démarrage des missions.
- Autres éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

#### 7.2 – Pénalités de retard

Il est dérogé aux stipulations des articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Œ. dans les conditions suivantes :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 15.3 du C.C.A.G. - M.Œ.

Le délai mentionné à l'article 15.3.2 est de quinze (15) jours calendaires.

Le délai mentionné à l'article 16.2.4 est de quinze (15) jours calendaires.

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé par rapport au montant marché à :

Missions	Pénalité
DIA/REL	200 € HT
AVP	200 € HT
PRO / DCE	200 € HT
ACT	200 € HT

Ces pénalités sont appliquées sur simple constat opéré par la Maîtrise d'Ouvrage.

### Article 8 : Etablissement et Réception des documents d'études

#### 8.1 – Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. - M.Œ., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents devront être transmis obligatoirement en version informatique par l'intermédiaire d'une plateforme de transmission mise à disposition par la maîtrise d'ouvrage, ainsi qu'en version papier conformément à l'article 8.2.

Format de remise des documents :

- graphiques : Autocad (DWG) ou compatible + pdf
- texte : Word+Pdf ou compatible + pdf
- tableaux/listes : excel ou compatible + pdf
- présentation : PowerPoint ou compatible + pdf

Les décomptes des entrepreneurs seront transmis via CHORUS PORTAIL PRO, selon les modalités des articles 7 et 8.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander en sus aux maîtres d'œuvre la production sur format A3 d'extraits des documents à destination des partenaires et/ou des futurs utilisateurs et gestionnaires du bâtiment.

### 8.2 – Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir en exemplaires papier, en plus des documents informatiques. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents	Nombre d'exemplaires à remettre au maître d'ouvrage		CSPS En numérique
	Nombre d'exemplaires papier	Nombre d'exemplaires numérique	
DIA/REL	0	1	0
AVP	0	1	1
Autorisations urbanisme / DP	0	1	0
PRO / DCE	0	1	1
ACT	0	1	0

Il est à noter que l'équipe de maîtrise d'œuvre sera tenue de préparer, assister, et présenter en commission interne des marchés de l'université les différentes attributions de marchés et ses avenants le cas échéant. La présence du mandataire et des cotraitants concernés s'avère obligatoire. En effet, le mandataire et ses cotraitants concernés seront présents en commission et aux réunions préparatoires demandées par la maîtrise d'ouvrage.

Pour chaque étape de la mission, le Maître d'œuvre présentera les documents en réunions plénières avec les cofinanceurs, en même temps qu'une présentation Power Point.

Les documents en version informatique devront être transmis à la Maîtrise d'Ouvrage au moins une semaine avant la présentation.

## 8.2 – Délais de validation

En application de l'article 20.2 du C.C.A.G. – M.Æ, la décision du maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ou d'exécution ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, l'absence de décision, notifié dans les délais exprimés ci-dessous, ne vaut pas admission des prestations.

Missions	Délais
DIA / REL	3 semaines
AVP	3 semaines
PRO / DCE	3 semaines
ACT	inclus dans la durée de réalisation de la mission

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document **d'étude à réceptionner et à accepter ou rejeter de manière expresse par le maître d'ouvrage, par ordre de service.**

Ces délais comprennent les contacts et modifications ou corrections éventuelles entre le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. – M.Æ, en cas d'ajournement le nouveau délai à respecter par le titulaire sera fixé par le maître d'ouvrage.

Seule l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des documents permet de passer à l'élément de mission suivant. Cette acceptation prend la forme d'un ordre de service écrit.

## **Article 9 : Suspension de l'exécution du marché**

En cas de suspension de l'exécution du marché supérieure à trois mois pour des causes non imputables au maître d'œuvre, le forfait de rémunération peut être renégocié pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les nouvelles conditions d'exécution feront l'objet d'un avenant.

La suspension de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de suspension. Cet ordre de service devra intervenir dans les trois mois suivant la remise des prestations de l'élément antérieur.

La reprise de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de reprise. Cet ordre de service précisera le délai permettant la mobilisation de l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre avant la reprise du délai d'exécution de la mission.



## **CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **Article 10 : Coût prévisionnel des travaux**

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est indiquée à l'article 2 de l'acte d'engagement au moment de la notification du marché.

L'exécution des études d'Avant-Projet (AVP) permettra au maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études dans un délai qu'il lui fixera pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 14 ci-après. Cet avenant fixera également le forfait définitif de rémunération du titulaire, calculé conformément aux dispositions de l'article 4.1 du présent CCAP, en tenant compte du coût prévisionnel de réalisation des travaux de construction, sur lequel s'est engagé le titulaire.

Le coût prévisionnel des travaux (C) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion de :

- la rémunération forfaitaire des maîtres d'œuvre ;
- la rémunération du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;

### **Article 11: Conditions économiques d'établissement**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé à l'article 5.1 du présent C.C.A.P.

### **Article 12 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance  $\alpha$  de 3,00 %.

### **Article 13: Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 12.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

#### **Article 14 : Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'oeuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 1 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

### **CHAPITRE V : FIN DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES**

#### **Article 15 : Achèvement de la mission**

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de « Assistance à la passation des contrats de travaux » ou après prolongation de ce délai .

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'oeuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G- M.Æ. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **Article 16 : Résiliation du marché**

### 16.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 1,00 %.

### 16.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du C.C.A.G- M.É. avec les précisions suivantes :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du C.C.A.G- M.É., la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 28.1 du C.C.A.G- M.É.), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G- M.É, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent C.C.A.P. ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 30 du C.C.A.G- M.É., l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 27 du C.C.A.G- M.É., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P. et en conformité avec les stipulations de l'article 2 de l'Acte d'Engagement. Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché au terme d'une des phases de la mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées par le maître d'ouvrage. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

## **Article 17 : Clauses diverses**

### 17.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G- M.Æ. sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G- M.Æ., traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 30) et les autres cas de résiliation (Art. 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### 17.2 - Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du mandataire et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant. Cette saisie-attribution ne peut s'appliquer que dans le cadre du présent contrat.

### 17.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, et à chaque échéance de son contrat, le maître d'oeuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 ainsi que l'article 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'oeuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

### 17.4 - Règlement des litiges

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

## **Article 18 : Communications électroniques**

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

## **Article 19 : Marchés de prestations similaires**

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des travaux complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

## **Article 20 : Clause de réexamen**

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications pourront porter sur la durée d'exécution des prestations à fournir tel que prévues dans la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération pourra également faire l'objet d'une clause de réexamen.

Les prix proposés par le titulaire devront être conformes à la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé. Les modifications prendront la forme d'un avenant.

## **Article 21 : Dérogations au C.C.A.G. Maitrise d'œuvre**

L'article 2 dérogue à l'article 4.1 du C.C.A.G C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 6.3.2 dérogue à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ ;

L'article 7.2 dérogue aux articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Æ ;

L'article 8.1 dérogue à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 8.2 dérogue à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 16.2 dérogue à l'article 27 du C.C.A.G- M.Æ ;

L'article 16.2 dérogue à l'article 30 du C.C.A.G. - M.Æ .